



Avant l'internationalisation, le refinancement !

Communiqué de presse

Le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur en Communauté française, Jean-Claude Marcourt veut subordonner l'octroi d'un diplôme dans l'enseignement supérieur à une formation à l'étranger, peut-on lire dans la presse de ce samedi 13 novembre. Joint à cette volonté d'internationalisation, une mesure concernant l'expérimentation dans l'enseignement supérieur.

L'Assemblée Générale des étudiants de Louvain (AGL) souhaite réagir à ces mesures.

Priorité : le refinancement des études

Si l'internationalisation dans les études est un élément à ne pas négliger, la **priorité** actuelle va avant tout au **refinancement de l'enseignement supérieur**. Le contexte actuel de massification de l'enseignement engendre un risque important de diminution de la qualité de celui-ci. Ainsi, avant d'envisager un parcours à l'étranger pour tous les étudiants, l'AGL demande un refinancement afin que chaque étudiant ait une place dans un auditoire et ait accès à un enseignement de qualité.

Etudier à l'étranger : un choix personnel

Les programmes Erasmus/Mercator offrent aux étudiants de partir se former durant un quadrimestre ou une année à l'étranger. L'AGL est favorable à cette expérience internationale et souhaite quelle soit accessible à tous sans aucune discrimination socioéconomique. Cependant, un parcours universitaire de qualité se construit également en fonction d'un projet professionnel personnel. L'obligation d'une formation à l'étranger va à l'encontre de cette vision. Nous pensons qu'il revient à chaque étudiant d'**être libre de profiter** ou non de cet expérience.

Expérimentation oui, professionnalisation non !

Les stages dans la formation universitaire fournissent à l'étudiant une première expérience de la vie professionnelle. L'AGL souligne cependant que la richesse première de l'université est de permettre à l'étudiant de développer un esprit critique fort et d'acquérir une culture générale. Il est capital que cet objectif reste prioritaire.

L'AGL souhaite que le refinancement des études supérieures devienne une priorité avant d'envisager toutes autres mesures. Elle insiste également pour que l'expérience des étudiants à l'étranger soit un choix et non une contrainte.